

eco

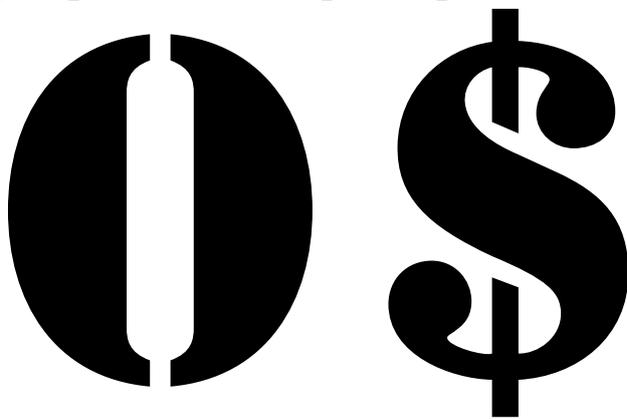
EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les ONG depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP18 / MOP8 à Doha. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org ou consulter le site www.rac-f.org et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

» **Quels montants financiers climat ont été engagés à ce jour par la CCNUCC pour la période 2013-2015 ?**



Mais ECO attend avec impatience de bonnes nouvelles cette semaine.

De vagues impressions que la finance va continuer ne sont pas suffisantes.

Les financements climat après 2013 doivent augmenter et non réduire !

Note aux récalcitrants : pourquoi une 2^{ème} période de Kyoto peut vous faire du bien

ECO voudrait rappeler un point important aux Parties qui détiennent de grandes quantités d'unités Kyoto excédentaires : en insistant comme vous le faites sur des règles d'utilisation laxistes et le refus catégorique de toute suppression de ce surplus fin 2020, vous risquez de vous tirer une balle dans le pied.

Pourquoi les pays les plus pauvres et les vulnérables signeraient-ils à Doha un accord sur une deuxième période d'engagement ne présentant aucune ambition, aucune application provisoire (en attendant la ratification), une durée

supérieure à 5 ans, aucun financement ...? (nous allons nous arrêter ici, mais la liste des conditions non satisfaites est loooooongue). Pourquoi ces pays signeraient-ils un accord aussi minable ?

Chers pays, ECO tient à vous indiquer qu'en cas d'échec des négociations à Doha sur le Protocole, votre surplus d'Unités Kyoto disparaîtrait du jour au lendemain. Les conséquences s'en ressentiraient sur le long terme : si Kyoto meurt en cette fin 2012, il est peu probable qu'un nouvel accord climatique soit atteint en 2015. - suite p.2

LCA : DES BRÊCHES ENTRE TEXTE ET TONNES

À Durban, les Parties se sont mises d'accord pour clore le LCA ici à Doha. Une conclusion réussie implique que les questions cruciales trouvent des réponses, ou un cadre dans lequel elles pourront être résolues ultérieurement. Dans le texte du LCA publié lundi, il y avait des brèches à combler, sur le fond comme sur la forme.

ECO a été choqué que le texte sur le soutien financier entre 2013 et 2015 soit manquant. Il doit y avoir au moins doublement des financements précoces, et un mandat pour un processus politique permettant d'échelonner le financement afin d'atteindre l'objectif annuel de 100 milliards de dollars en 2020.

Entre autre oublis, ces deux questions sont également absentes du texte sur le financement dans le cadre de la COP. Pas étonnant qu'il n'y ai pas d'appel fort pour le MRV des financements si la question en est à cet état d'avancement !

Au point où en est le texte, ECO s'inquiète de son manque d'ambition et d'intégrité environnementale. Le programme de travail sous les organes subsidiaires pour clarifier les engagements et les actions inspirent peu confiance que le processus conduira à élever le niveau d'ambition en termes d'atténuation, si cruellement nécessaire pour 2020 et après.

De plus, ECO est fatigué de voir le même texte "rigoureux, robuste et transparent" sur la comptabilité commune. À la place, il est grandement temps que...

- suite p.2

- Suite de l'article «Note aux...»

La fin de Kyoto en 2012 réduirait donc en poussière vos minces espoirs d'utiliser un jour votre excédent d'unités dans la période post-2020. C'est pourquoi bloquer les négociations sur cette question pourrait très bien se révéler à l'encontre de ce que vous espérez atteindre. Eco croit qu'il reste beaucoup d'autres façons plus constructives d'avancer sur ce sujet.

ECO s'adresse à l'Ukraine : il est grand temps de finir votre silence modeste ! Que diriez-vous de rejoindre la famille Kyoto, avec un objectif ambitieux et sans vouloir vendre votre surplus ? Une telle action audacieuse pourrait même vous donner un ticket d'entrée dans l'EU-ETS. A la Biélorussie et au Kazakhstan, nous demandons de ne pas prendre de mauvais départ en soutenant le report d'un air chaud qui pourtant appartient à d'autres !

A la Pologne, la Bulgarie et la Roumanie : pourquoi ne pas travailler, de manière constructive avec vos collègues des pays de l'UE, sur une solution intra-européenne ? Que diriez-vous de défendre la proposition d'allouer 20% du futur budget pluriannuel de l'UE (2014-2020) au développement sobre en carbone et à la résilience climatique dans le secteur du bâtiment au sein de l'UE ? Ou inclure un mécanisme d'échange en vertu de la Décision européenne sur le partage de leffort, qui comprend un grand Programme d'investissement vert. Échangez vos UQA qui n'ont plus de valeur pour des quotas échangeables de l'UE.

Ceux-ci ont une vraie valeur. En retour, les grands programmes d'investissement vert vous permettraient, ainsi qu'à d'autres pays, de décarboniser vos économies. Ces programmes peuvent fonctionner, comme certains pays d'Europe centrale et orientale nous l'ont montré avec succès.

Enfin, à la Russie : pourquoi pensez-vous que vous serez en mesure de vendre votre surplus d'Unités Kyoto sans rejoindre la deuxième période du Protocole de Kyoto ?

Et à qui exactement ? Le PK est assez clair : aucun QELRO, aucun montant attribué, pas de report. Et la nature ne pliera pas devant des manipulations comptables.

- Suite de l'article «LCA : une brèche...»

les parties se mettent d'accord sur des règles pour donner à ces mots un vrai sens. Une échéance claire pour que les règles comptables soient acceptées aideraient à avoir confiance.

De plus, il y a des questions telles que l'année de départ et le pouvoir de réchauffement global qui peuvent trouver une réponse à Doha. Au bout du compte, juste des *italiques* concernant l'objectif global et l'année de pic ; vraiment ? ECO se demande si le climat est plus réactif à l'emphase typographique qu'aux engagements actuels.

Les questions de base, d'une importance suprême pour l'ADP, restent également sans réponse ; à savoir l'accès équitable au développement soutenable et le ré-examen de l'objectif final de réchauffement. Un processus annuel pour l'équité et un objectif final de réchauffement à long-terme défini de façon plus stricte, dans le cadre d'un

organisme solide, permettrait d'assurer que l'ADP reste bien renseigné.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Et bien... nous savons tous que les États-Unis ne veulent pas négocier certaines questions. D'autres mauvais élèves comme le Canada, la Russie, le Japon et la Nouvelle-Zélande ne facilitent pas non plus le processus, malgré le bruit et les petites phrases dans les capitales.

Soyez donc attentif svp : une clôture réussie de l'ACV est vitale si on veut permettre à l'ADP de démarrer son propre travail afin d'élever son niveau d'ambition à court-terme, et pour conclure un nouvel accord global complet pas plus tard qu'en 2015.

ECO demande donc aux parties de s'engager dans le texte de façon constructive, et de travailler pour une issue victorieuse et la conclusion du LCA. Allez, messieurs les négociateurs et les ministres, nous savons que vous pouvez le faire !

ON A TROUVÉ UN GISEMENT DE FINANCEMENTS CLIMAT ! STOP AUX SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES !

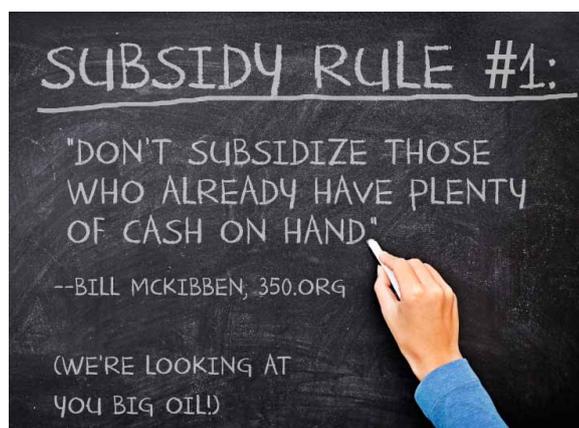
En traînant dans les halls de la convention du Qatar sur le changement climatique, ce n'est pas difficile d'entendre la frustration des pays les plus pauvres, qui se lamentent du manque de financements climatiques. La seule chose qu'on entend davantage, ce sont les excuses des plus riches qui disent que l'argent est introuvable.

Et bien, ECO a la solution ! Une nouvelle étude d'Oil Change International montre que les pays riches dépensent plus de 5 fois autant d'argent à subventionner le secteur des énergies fossiles, que leurs engagements en matière de finance climatique.

Une simple lecture rapide des chiffres montre des détails choquants. L'Australie, par exemple, a subventionné les énergies fossiles 40 fois plus que ses engagements pour le financement du climat. Les États-Unis ? Leurs engagements pour le climat représentent à peine 20 % de ce qu'ils dépensent à subventionner les entreprises les plus riches du monde. Le pays fossile par excellence, le Canada, dépense

presque huit fois autant en subventions à son secteur des énergies fossiles bien-aimé, qu'il ne le fait pour aider les pays les plus vulnérables.

Donc, quand vous entendez qu'il n'y a pas d'argent, vous savez désormais exactement où chercher, cher lecteur d'ECO ! Il est temps d'arrêter de subventionner l'industrie qui alimente la crise climatique, et d'utiliser cet argent pour financer un futur sain ! Et un endroit où commencer pourrait être d'inclure la fin des subventions aux énergies fossiles dans le pré-programme de travail 2020 sur la mitigation...



Des résultats mitigés sur les financements précoces

La finance climat n'est pas affaire de philanthropie ou d'aide volontaire : il s'agit à la fois d'une obligation morale et légale des pays développés et d'un élément essentiel de la réponse à la crise climatique. Le problème est que les engagements concrets sont absents jusqu'ici. ECO a même entendu certains grincheux parmi les Pays développés se plaindre que leurs financements précoces et les efforts de transparence qui y étaient associés n'ont pas été suffisamment mis en valeur.

Même si ECO n'est pas particulièrement sensible à la cause désespérée des pays riches, ECO comprend qu'il soit particulièrement grossier d'aller retirer l'argent des mains des ministres des finances, en particulier dans ces temps économiques difficiles. Les trésoreries nationales pourraient ainsi ne pas tenir leur engagement de résoudre la crise climatique et ne comprennent pas pourquoi il est absolument essentiel d'augmenter massivement le niveau des

financements climat et tenir tous les engagements de façon transparente et responsable.

C'est pourquoi ECO profite de l'occasion pour reconnaître le fait que les pays développés ont, en fait, apporté des financements climat dans la période des financements précoces ; les négociateurs climat et ministres participant à ces négociations ont dû travailler dur et longtemps pour concrétiser ces financements lors des montages des budgets nationaux et pour qu'ils soient réellement abondés. Même le Japon, confronté à un tsunami dévastateur et une catastrophe nucléaire, a donné suite à ses engagements, tels qu'ils étaient à la base, représentant près de la moitié des engagements des financements précoces. ECO reconnaît dans le même temps que les pays développés ont été l'objet de critiques justifiées pour n'avoir pas tenu leur engagement de 30 milliards \$ de financements publics nouveaux et additionnels.

En fait, alors désormais que les pays développés assurent avoir contribué au-delà de leurs engagements (à hauteur de 33 milliards de \$), des analyses indépendantes montrent que moins d'un tiers de ces fonds sont nouveaux et additionnels. Si ces pays pensent avoir été injustement critiqués, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. En rejetant toute norme commune pour déterminer quels types de financements doivent être comptabilisés et en excluant un système indépendant de suivi, ils se sont mis eux-mêmes en situation d'échec.

Certains d'entre eux sont en train d'aggraver leur cas en insistant qu'ils n'ont pas besoin de donner des engagements précis ou même de rassurer les pays en développement sur les financements post-2012.

ECO dirait que ce n'est pas forcément la bonne leçon à tirer des financements précoces. Mais c'est une autre histoire...

Les événements extrêmes montrés du Doha

Sandy : au moins 210 morts, environ 50 milliards de dollars de dégâts rien que pour les États-Unis. Katrina : 1 836 morts, environ 108 milliards de dollars de dommages. Un lien avec le réchauffement climatique ? « Oui » répond Kevin Trenberth, responsable de la section climat du Centre national pour les recherches atmosphériques à Boulder aux États-Unis. « Même s'il n'est pas à l'origine de ces phénomènes naturels, il les aggrave », explique Kevin Trenberth. « 5 à 10 % de l'intensité du cyclone Sandy est liée au réchauffement climatique. »

Par quel biais ? Il a en fait trois conséquences sur l'intensité des cyclones et des tempêtes. Les deux premières sont liées à la hausse de la température des océans. « L'eau chaude est le carburant des cyclones ». Elle accroît l'humidité dans l'air entraînant une augmentation des précipitations et de l'intensité des vents au sein des cyclones. Finalement, la hausse du niveau des mers aggrave les inondations associées à la dépression. « Quand le réchauffement climatique va

dans le même sens que les catastrophes naturelles, on bat des records. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase ! » s'exclame Kevin Trenberth. « *La température de l'eau a augmenté de 0,6 °C depuis 1950 à cause des activités humaines. Quant au niveau des océans, il progresse à la vitesse de 3mm par an. Et ces deux valeurs ne s'arrêtent plus de croître,* » alerte-t-il.

« *En 2005, lorsque la tempête Katrina a eu lieu, la température de l'océan atlantique était 1 °C au dessus de la normale. Et cette même année, le cyclone Vince a atteint les côtes de l'Espagne sous forme de grosse tempête. Un fait très rare en Europe* ».

L'Europe devrait-elle s'inquiéter ?

« *La trajectoire des cyclones pourrait évoluer et se diriger plus à l'Est. Mais l'eau étant plus froide sur les côtes européennes que celles d'Amérique, il n'y a pas de cyclone ou de tempête comme Sandy* », indique Kevin Trenberth. En Europe, le principal risque provient des

vagues de chaleur et des sécheresses. « Le changement climatique, dû aux activités humaines, multiplie par deux le risque d'occurrence de phénomènes semblables à la canicule de 2003, » s'inquiète Serge Planton, responsable du groupe de recherche climatique chez Météo France. « *La sécheresse la plus intense de 1976 pourrait être dépassée dès 2020 avec des déficits d'eau dans les sols dépassant de 25% le record de 1990* », ajoute-t-il.

Ces prévisions sombres doivent alimenter la prise de décision à la conférence de Doha. Pour Kevin Trenberth, « *face au réchauffement climatique, il y a trois comportements possibles : reconnaître ce qu'il se passe et réduire les émissions de CO2 dans l'atmosphère, mettre en place des systèmes de protection contre les événements extrêmes, ou ne rien faire du tout. C'est la troisième solution qui est pour l'instant choisie, la pire !* »

Anaïs van Ditzhuyzen,
pour le RAC-France
à retrouver sur www.rac-f.org

ZÉROS ET HÉROS DU FONDS POUR L'ADAPTATION

De plus en plus de pays semblent reconnaître les progrès et réalisations du Fonds pour l'Adaptation ces dernières années. Un état d'avancement a été présenté lors d'un side-event (événement parallèle) vendredi dernier, co-organisé par le Conseil du Fonds pour l'Adaptation.

D'abord, les bonnes nouvelles. Seulement deux ans après le premier appel à propositions, 25 projets concrets ont été approuvés à ce stade et 160 millions de dollars US ont été alloués. Le principe d'accès direct a été approuvé par 14 pays, et beaucoup d'autres ont exprimé leur intérêt.

La mauvaise nouvelle, c'est que la principale source de financement, à savoir une part des recettes des réductions d'émissions certifiées (CER) liées au Mécanisme de Développement Propre, est maintenant totalement asséchée.

A la fin de 2010, on estimait que les revenus seraient de 400 millions de dollars US d'ici fin 2012, mais seuls 180

millions de dollars US ont été atteints dans les faits compte tenu du prix des CER, historiquement bas.

Certains pays développés ont fait des contributions au Fonds pour l'adaptation, à hauteur de 120 millions de dollars US, et c'est une bonne chose. L'Espagne et la Suède ont été les « héros » du Fonds à cet égard, tandis que le Royaume Uni et l'Allemagne ont contribué environ 10 fois moins que ces deux pays, proportionnellement à leurs PIB.

Mais beaucoup d'autres pays développés ont fermé leurs portefeuilles, malgré les bénéfices pour les communautés vulnérables soutenues par les projets du Fonds.

Nous avons encore le temps d'engagements de la part des ministres qui seront présents à Doha ces prochains jours, et qui pourraient suivre l'exemple des individus qui ont, encore une fois, mis la main à la poche pour construire le Fonds pour l'Adaptation.

Ambition pré-2020

ECO pense que les tables rondes ministérielles pour accroître l'ambition pré 2020 devraient commencer par expliquer clairement à tous les ministres pourquoi il est urgent et important que tous les pays augmentent leur ambition avec un soutien adéquat au pays en développement. Pourquoi ne pas commencer ces tables rondes par une synthèse des rapports du PNUE sur le fossé carbone, ou bien sur l'étude de la Banque mondiale sur le +4°C ? Alors, les ministres devront proposer ce qu'ils sont décidés à faire.

Par exemple, que diriez-vous de passer à la frange supérieure des fourchettes d'engagement ? Ou bien, que diriez-vous la suppression des subventions aux énergies fossiles ? Et puisque nous y sommes, en finir progressivement avec les HFC ? Et pendant qu'on y est, il est sans doute temps d'arrêter de construire la moindre centrale charbon supplémentaire. Aller, mesdames et messieurs les ministres, c'est à votre tour. Vous avez l'embarras du choix. Il suffit de choisir et de le faire ! Après tout, nous n'avons plus de temps à perdre ! Et au fait, une autre mesure à ne pas oublier de prendre : convenir d'une date pour les mesures supplémentaires.

«Nous voulons que nos enfants vivent dans une Amérique qui ne soit pas plombée par la dette, qui ne soit pas affaiblie par l'inégalité, qui ne soit pas menacée par la puissance destructrice d'une planète qui se réchauffe»

Barrack Obama,
Président des
Etats-Unis,
le 7 novembre 2012



«Sur le plan international, vous savez, je pense que les Etats-Unis ont eu une position très forte et solide et cohérent depuis le début de l'administration Obama et je m'attends à ce que cela continue.»

Ambassadeur américain pour le Climat,
Todd Stern, le 3 décembre 2012

Fossile du Jour

La première place du Fossile du jour est attribué à la Nouvelle Zélande car son Ministre de l'environnement pense que son pays est « en avance » en décidant de ne pas s'engager pour une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto. ECO sait que c'est bien le contraire...

Ce que le ministre ne comprend pas, c'est qu'en refusant de signer le seul traité international juridiquement contraignant, la Nouvelle Zélande se disqualifie pour la définition d'un régime post2020.

Le deuxième Fossile du jour va au Canada pour son « amnésie climat » critique. Aujourd'hui, le Canada a publié un calendrier des 3 dernières années de leur (in)action en matière de climat dans le but de «nettoyer l'air», au sujet de si oui ou non le Canada s'engageait pour plafonner le réchauffement à 2°C.

Et le Rayon du jour nous vient de Monaco, pour son engagement exceptionnel et sans réserve pour une réduction des émissions de 30% d'ici 2020. Le rocher est également sur la bonne voie pour compléter les engagements de la première période, et exhortent les autres pays à faire de même. Monaco donne l'exemple à la COP et engage les autres à le suivre.



REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière du ministère français de l'écologie (MEDDE). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ce partenaire. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Sarah Fayolle, Célia Gautier, Vanessa Laubin, Marc Mossalgue et Gwenaël Wasse.